

Le *Parti ouvrier indépendant démocratique* (POID) qui a soutenu aux municipales de 2019 une liste « *Montpellier 100% services publics* » réaffirme que c'est au peuple de reconquérir ce que le gouvernement capitaliste de Macron détruit jour après jour.

A coup de contre-réformes, telles que la loi NOTRe d'août 2015, et la création des Métropoles (loi MAPTAM, janvier 2014), à coup d'intercommunalité forcée, **la V^e République et l'Union européenne ont tout fait pour diminuer les prérogatives égalitaires des départements**, définis par la Révolution française de 1789 comme des segments de la République laïque, une et indivisible, **avec les mêmes droits pour tous**.

La baisse continue des dotations budgétaires par toutes les majorités à l'Assemblée Nationale a favorisé la privatisation des services. Le droit du citoyen a été remplacé par son « éligibilité », c'est-à-dire *la liste d'attente*. Le POID tout comme il défend la libre administration des communes, défend le département et l'échelon de proximité que sont les cantons.

Élus, salariés, Unité !

**Défense des communes, défense des départements, défense des services publics !
Le mandat des élus départementaux doit être de défendre les droits de leurs électeurs,
de soutenir leurs revendications et les accompagner dans leurs mobilisations.
Mais alors, il faut oser s'opposer à la politique du gouvernement.**

C'est le sens des centaines de grèves qui se développent dans tout le pays.

Pourquoi, dans l'Hérault comme dans toute la France les postiers se mettent-ils en grève ?

Depuis que la Poste est devenue « société anonyme », les « réorganisations » incessantes ont conduit à la précarisation des métiers, aux fermetures de centres et de bureaux, pour la plus grande satisfaction des actionnaires qui se sont partagé le milliard de bénéfices accumulé en 2019. Dans de nombreuses communes, les élus, représentant les intérêts de la population se mobilisent pour leurs bureaux de postes. La seule solution pour les postiers et usagers est le retour au monopole public de la Poste.

*« L'État est une marionnette de toutes les multinationales à qui il offre des sommes gigantesques pour leur permettre en toute liberté de licencier, déréglementer, amputer les salaires. Le 19 mars 2020 Macron a fait avaliser par l'Assemblée nationale unanime le vote des 343 milliards pour les patrons (devenus depuis 560 milliards d'euros). »
(cf le Manifeste du 1^{er} mai du POID)*

Pas un seul de ces milliards n'a servi pour la fabrication de vaccins, pour les hôpitaux, pour les écoles, pour l'action sociale

Au contraire ils aident à la conquête des marchés par les multinationales

• Sur 21 EHPAD, à Montpellier, 7 seulement sont publics. Le coût d'une chambre peut monter jusqu'à 4 000€.

Les vampires qui se nourrissent de nos retraites, de notre Sécurité sociale et d'aides du département s'appellent ORPEA, groupe privé au chiffre d'affaires de 943 200 804 € ou Korian à la progression fulgurante en 15 ans de 3 milliards 874 millions d'€ !

• Aide aux élèves en situation de handicap : une maman explique : « *J'ai dû batailler pour que mon enfant ait l'AESH préconisée par la Maison du Handicap. On m'a répondu que le quota départemental fixé par le ministère était atteint. Malgré la situation sanitaire, il y a encore 3 élèves sur liste d'attente qui restent sur le bord du chemin !*

• Aide aux particuliers : sur Montpellier, en face d'au moins 13 entreprises privées, il n'y a qu'une structure publique qui emploie 93 salariées. « *Les entreprises privées se sont multipliées, explique une aide à domicile, mais elles se font concurrence et les droits des salariés sont à géométrie variable* ».

• Aide sociale à l'enfance : la pénurie de personnel spécialisé, d'assistantes sociales et de crèches publiques ouvre encore des opportunités à « l'économie sociale et solidaire », c'est à dire au marché.

• Les collègues : ni le ministre Blanquer ni le département ne se soucient de répondre à la situation sanitaire en ouvrant de nouveaux locaux même provisoires et en recrutant massivement des personnels enseignant, remplaçant, de vie scolaire et personnels d'entretien dont certains ont déjà été malades de la Covid.

•**Sanofi** (Montpellier) : Ce groupe pharmaceutique illustre l'incurie et la gabegie capitaliste que protège Macron.

Il prospère sur la ruine de l'Institut Pasteur (à but non lucratif) et annonce avec arrogance 36 milliards

de chiffre d'affaires en 2019 et 4 milliards versés aux actionnaires en 2020, mais il est dans l'incapacité de réaliser des vaccins.

De plus 460 licenciements sont annoncés par l'entreprise (dont 55 à Montpellier).

La conséquence de cette politique nous la vivons tous

Après quatorze mois de pandémie, il manque en France (comme partout dans le monde) des millions de doses de vaccins nécessaires à protéger la population. Il manque des milliers de lits de réanimation et de soins et les moyens permettant aux écoles de continuer à instruire dans des conditions de sécurité sanitaire. Il manque des enseignants, des soignants, des services publics.

Et, pendant ce temps, les centaines de milliards vont aux patrons ! Les entreprises du CAC 40 s'apprêtent à verser cette année des dividendes et à racheter des actions pour 51 milliards d'euros, soit 22% de plus qu'en 2020, rapporte l'Observatoire des multinationales.

Et ces mêmes patrons restructurent, précarisent les salariés, licencient.

La démocratie c'est la loi de la majorité, non la loi de la minorité de spéculateurs.

Pour satisfaire les revendications de la majorité, pour rompre avec les privatisations, il est nécessaire que le conseil départemental et ses élus se mobilisent aux côtés des salariés, des usagers, des assurés sociaux pour exiger immédiatement, partout, le rétablissement du service public :

- Un AESH par élève handicapé et, lorsque c'est nécessaire, une place en établissement spécialisé
- L'embauche massive de personnel d'entretien dans les collèges (Adjoints techniques territoriaux)
- Des services sociaux en nombre et accessibles : créations de crèches publiques, EHPAD publics, PMI, le retour aux monopoles de service public avec des embauches, de vrais statuts et de vrais salaires...etc



Le POID soutient l'appel lancé par des travailleurs et jeunes de diverses origines du mouvement ouvrier :

« Dehors Macron et sa politique, le plus tôt sera le mieux !

Car il combat pour la république ouvrière qui n'hésitera pas à :

- *établir l'industrie nationalisée de la pharmacie pour la production de vaccins en nombre permettant à tous ceux qui le souhaitent d'être vaccinés*
- *rétablir les monopoles des services publics nationalisés*
- *interdire les licenciements*
- *rétablir les libertés d'organisation et de manifestation*
- *garantir à tous les jeunes le droit effectif à étudier, à égalité et l'accès à un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire*
- *abroger les contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites*
- *confisquer, réquisitionner les 560 milliards honteusement distribués aux capitalistes pour les affecter à l'école, à l'hôpital et aux services publics.*

Il invite travailleurs, militants et jeunes à se rassembler le 5 juin prochain à Paris, sur ces mots d'ordre. Il vous invite à rejoindre ses rangs !
(cf le Manifeste du POID pour le 1er mai)

contact mail Hérault :
compoid34@protonmail.com

Vu, les candidats



En Inde : derrière les ravages du covid, la barbarie capitaliste et ses serviteurs

« Face à la catastrophe, la Commission européenne a enclenché son « Mécanisme européen de protection civile ».

Dans ce cadre, le gouvernement Macron a glorieusement annoncé l'envoi de quelques respirateurs. Mais son "aide humanitaire" ne fera pas oublier que la commission européenne comme Macron, portent une très lourde responsabilité dans le développement exponentiel de la pandémie en Inde. Car l'Inde et l'Afrique du Sud ont demandé dès octobre 2020 une suspension des brevets des vaccins, permettant de les produire en masse." Cette demande a été rejetée à plusieurs reprises.

« Parce que rien ne devait faire obstacle aux bénéfices des grandes multinationales pharmaceutiques, il fallait interdire à l'Inde de fabriquer le vaccin alors que la population en a besoin et qu'elle a toutes les capacités industrielles pour le faire. »

<https://latribunedesttravailleurs.fr/>

****pour la consulter, s'abonner ****